Zeitschrift: Domaine public Herausgeber: Domaine public

Band: 39 (2002)

Heft: 1508

Titelseiten

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 05.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Pomaine Public

domainepublic.ch

JAA 1002 Lausanne Annoncer les rectifications

8 mars 2002 Domaine Public nº 1508 Depuis trente-neuf ans, un regard différent sur l'actualité

Une ouverture sans frais

PRÈS LE SCRUTIN SUR L'ADHÉSION À L'ONU, LES POLITOLOGUES DE-VRONT AFFINER LEURS NORMES. JUSQU'À CE JOUR ÉTAIT ENSEIgnée la règle de concordance peuplecantons: il faut, disait-on, une majorité d'au moins 56% du peuple pour être assuré d'une majorité de cantons. Aujourd'hui on sait qu'à 54% c'est encore possible.

Dans des scrutins aussi serrés, chacun peut considérer que son apport à été décisif. Tous les citoyens font le rêve démocratique d'une votation qui, sur plusieurs centaines de milliers de voix, se jouerait à une voix près: la leur, enfin véritablement souveraine! Mais dans la réalité des facteurs déterminants, il faut s'arrêter à l'influence d'economiesuisse.

Il y a d'abord corrélation entre ses prises de position et le résultat des votations. Par exemple l'introduction de la TVA en Suisse. Après deux échecs populaires, les risques reconnus poussaient à l'attentisme jusqu'au moment où l'économie a estimé qu'il était de son intérêt de faire le pas. Le revirement dans la procédure parlementaire et populaire se révèle décisif. Le soutien aux bilatérales est apparu, de même, primordial. Certes economiesuisse dispose, quand elle est décidée à mettre le prix d'une campagne soutenue, des millions nécessaires à une propagande efficace. Les moyens financiers qu'elle peut faire intervenir sont même à la limite d'une séparation des pouvoirs, celui de l'économique et celui du politique. Mais ils n'expliquent pas à eux seuls son influence déterminante qui est faite aussi de relais personnels, de réseaux, de supports, etc. Ce rappel pour mettre en perspective les potentialités d'ouverture que peut signifier l'adhésion à l'ONU. Si le scrutin a eu une valeur symbolique forte, si, en ce sens, il a été historique, l'ouverture s'est faite sans sacrifice et sans frais, autres que ceux de notre cotisation de membre.

C'est avec l'Union européenne et avec les Etats-Unis que se jouent les négociations qui coûtent, coûteront et qui toucheront nos intérêts. Et notamment notre secret bancaire, son extension et son interprétation, déclarés non négociables par le Conseil fédéral.

Les bilatérales bis révèlent la détermination des deux parties et leur capacité à trouver des solutions dites équivalentes. Le scrutin si serré sur l'ONU, une ou-

l'ouverture s'est faite sans frais autres que ceux de notre cotisation de membre

verture sans risque, et le poids déterminant d'economiesuisse, restreignent d'autant la marge de manœuvre. Toute ouverture, affaiblissant nos privilèges, est exposée à un refus populaire facile à obtenir en chargeant de quelques millions un des plateaux de la balance. Et l'isola-tionnisme véritable ne sera vaincu que lorsque nous accepterons de renoncer à des avantages de concurrence déloyale par rapport aux règles en vigueur chez nos voisins. Le grand débat se situe là, mais il n'est pas pour l'instant ouvert. C'était agréable de savourer le succès ONU, mais c'était le pain blanc qu'on a mangé en premier. AG

Sommaire

Dossier de l'édito: Ce ne fut pas une

première (p. 2)

Mobilité: «Avanti» contre le mur

(p. 3)

Elections vaudoises: La fin des certitudes

(p. 4)

Planification politique : Bâle-Ville à l'heure de la nouvelle gestion publique (p. 5)

Sport: La gourmandise provoque

l'indigestion (p. 6) Chronique: Label vert

(p. 8)